

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 915

[2003/200249]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon portant application de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu le règlement (CE) n° 2529/2001 du Conseil du 19 décembre 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine;

Vu le règlement (CE) n° 2550/2001 de la Commission du 21 décembre 2001 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2529/2001 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine en ce qui concerne les régimes de primes et modifiant le règlement (CE) n° 2419/2001, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 623/2002 du 11 avril 2002;

Vu le règlement (CE) n° 264/2002 de la Commission du 13 février 2002 établissant des mesures transitoires pour l'application des régimes de primes dans les secteurs des viandes ovine et caprine;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 1996 relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 juin 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application de la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard les mesures relatives à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine afin de respecter les dispositions du règlement (CEE) n° 3508/92 modifié et des nouveaux règlements (CE) n° 2419/2001, n° 2529/2001, n° 2550/2001 et n° 264/2002;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche pour la période transitoire débutant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions de service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° arrêté royal : l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

2° troupeau : l'ensemble des ovins, des caprins et des cervidés tel que défini à l'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté royal du 2 juillet 1996 relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés;

3° l'Administration :

— l'Administration de la Gestion de la Production agricole;

— à partir du 16 octobre 2002, la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Sans préjudice des cas prévus à l'article 3 du règlement (CE) n° 2529/2001 et à l'article 7 du règlement (CE) n° 2550/2001, une brebis ne peut pas rentrer en ligne de compte pour la prime si, pour une même campagne, elle a été déclarée dans une demande de prime d'un autre producteur.

Pour que le producteur puisse bénéficier des primes visées par le présent arrêté, tous les ovins de son exploitation doivent être identifiés et enregistrés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 2 juillet 1996 relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés.

Le montant additionnel par unité de prime tel que visé à l'article 11 du règlement (CE) n° 2529/2001 et à l'article 2, § 2 et § 3, de l'arrêté royal, est fixé à 1 EUR.

Art.3. Le pourcentage avec lequel la référence des droits à la prime des producteurs est diminuée au début de la campagne 2002, tel que prévu à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal, est fixé à 0 %.

Le pourcentage minimum, tel que prévu à l'article 3, § 3, de l'arrêté royal, est fixé à 70 %.

Seuls les droits pour lesquels la prime est payée sont à considérer comme droits utilisés, sauf dans des cas exceptionnels et dûment justifiés.

Art. 4. En application de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal, des droits à la prime issus de la réserve nationale sont accordés, à leur demande, aux producteurs qui font une demande de prime au bénéfice des producteurs de viande ovine et qui satisfont aux conditions suivantes :

1° le producteur doit disposer d'un minimum de dix droits à la prime pour la campagne concernée.

2° et détenir en permanence sur leur exploitation un nombre de brebis supérieur au nombre de droits à la prime dont ils disposent au début de la campagne.

Les droits issus de la réserve nationale sont octroyés en fonction de la demande d'augmentation de droits à la prime introduite par le producteur. La demande est limitée au nombre de brebis déclarées et éligibles à la prime dans la demande de prime qui, de surcroît, sont présentes sur l'exploitation à la date de la demande de prime et pendant la période de rétention telle que visée à l'article 2, § 3, du règlement (CE) n° 2550/2001.

Les droits issus de la réserve nationale sont octroyés aux producteurs dans la limite de leur demande d'augmentation de droits à la prime et, en cas d'épuisement de la réserve nationale, proportionnellement à leur demande.

Afin d'obtenir une augmentation, issue de la réserve nationale, de ses droits à la prime, le producteur doit compléter les cases concernées dans la demande de prime au bénéfice des producteurs de viande ovine.

Art. 5. En application de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal, le pourcentage des droits à transférer, qui est retenu pour la réserve nationale, est fixé à 1 % avec un minimum d'un droit à la prime retenu.

Art. 6. Sans préjudice des cas prévus à l'article 10 et à l'article 11 du règlement (CE) n° 2550/2001, un producteur peut transférer ses droits à la prime à un autre producteur aux conditions suivantes :

1° le nombre minimum pouvant être transféré est d'un droit. Sauf en cas de transfert total de ses droits à la prime, le producteur-cédant doit au minimum conserver dix droits;

2° le producteur-preneur doit disposer après le transfert, d'au moins dix droits à la prime;

3° la totalité de l'exploitation du producteur-preneur doit être située dans la même zone que l'unité de production où étaient détenues les brebis, qui ont initié les droits à la prime visés à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal.

Les demandes de transfert de droits à la prime doivent être introduites au moyen d'un formulaire officiel disponible auprès du service de proximité compétent de l'Administration. Elles doivent soit être envoyées par lettre recommandée à ce service, soit y être déposées contre accusé de réception, au cours de la période du 1^{er} octobre au 31 octobre de l'année concernée. La date du cachet de la poste sur l'enveloppe ou la date de l'accusé de réception comptent comme date d'introduction. Le formulaire doit être signé conjointement par le producteur-cédant et par le producteur-preneur.

Le producteur ne peut pas céder temporairement à d'autres producteurs les droits à la prime qu'il ne vise pas à utiliser lui-même.

Art. 7. Pour pouvoir bénéficier de la prime, le producteur doit introduire une demande de prime durant la période allant du 15 décembre de l'année qui précède l'année de la campagne en cours au 15 janvier de la campagne concernée au moyen d'un formulaire officiel. Ce formulaire est envoyé d'office à tout producteur disposant de droits à la prime.

Le producteur visé au premier alinéa n'ayant pas reçu de formulaire doit se procurer un duplicata auprès du service de proximité compétent de l'Administration. Une seule demande est autorisée par exploitation et par an.

Le formulaire de demande est transmis au producteur en double exemplaire. La copie est destinée au producteur. L'original doit être dûment complété et signé, et être introduit sous pli recommandé au service de proximité compétent de l'Administration ou doit y être déposé directement contre accusé de réception. La date du cachet de la poste apposé sur l'enveloppe ou la date du récépissé équivalent à la date d'introduction.

Le nombre minimal d'animaux pour lesquels une demande de prime peut-être introduite est fixé à dix.

Le demandeur doit, durant la période de rétention, communiquer par écrit, et dans les dix jours ouvrables qui suivent l'événement, au service de proximité compétent de l'Administration, toute diminution sans remplacement du nombre déclaré d'ovins, imputable à des circonstances naturelles de la vie du troupeau au sens de l'article 41 du règlement (CE) n° 2419/2001 ou à un cas de force majeure. Chaque diminution ou remplacement doit être prouvé par des pièces justificatives.

Le producteur qui commercialise du lait de brebis ou des produits laitiers à base de lait de brebis doit le signaler, conformément à l'article 2, § 1^{er}, du règlement (CE) n° 2550/2001, en complétant les cases adéquates de son formulaire de demande.

Lorsque plus de 50 % de la superficie de l'exploitation utilisée à des fins agricoles sont en zone I telle que définie à l'article 1^{er} de l'arrêté royal, le producteur qui a droit à la prime supplémentaire pour les producteurs en zones défavorisées telle que visée à l'article 5 du règlement (CE) n° 2529/2001, doit compléter les cases concernées de son formulaire de demande.

Art. 8. Pour pouvoir bénéficier de la prime supplémentaire pour la zone défavorisée, telle que visée à l'article 4 du règlement (CE) n° 2550/2001, le producteur, dont l'exploitation est située partiellement ou totalement en zone I, doit introduire annuellement une déclaration de superficie, telle que visée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures, reprenant toutes les parcelles de l'exploitation.

Le producteur dont l'exploitation est située en zone II, n'est pas obligé, conformément à l'article 4, § 5, du règlement (CE) n° 2419/2001, d'introduire une demande d'aide à la surface s'il ne demande que la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine.

Art. 9. Pour la vérification des conditions visées à l'article 1^{er}, point 1, de l'arrêté royal, il peut être fait usage des données du recensement agricole annuel de mai.

Art. 10. Le paiement sera refusé aux producteurs qui ont créé artificiellement les conditions afin de bénéficier d'une des primes concernées par le présent arrêté.

Art. 11. Le contrôle du respect par le producteur des obligations relatives au régime concerné par le présent arrêté est effectué par les agents de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 12. L'Administration est chargée du paiement des primes ainsi que du recouvrement des primes indûment payées.

Art. 13. En cas de montant indûment versé suite à un non-respect des engagements et/ou à une fausse déclaration du producteur et devant être recouvré, ce montant indu est majoré d'un intérêt au taux légal.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'Administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'Administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur.

Art. 14. Sous peine de forclusion, le recours contre les décisions prises en application de l'arrêté royal et de ses modalités d'application doit être introduit, sous peine de nullité, par lettre recommandée, auprès de l'Administration endéans le mois qui suit la communication de la décision. L'introduction d'un recours n'a aucune influence sur la suspension d'une éventuelle demande de remboursement des montants indûment payés.

Art. 15. L'arrêté ministériel du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2002 et est d'application sur les demandes de prime introduites pour les campagnes 2002 et suivantes.

Art. 17. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 915

[2003/200249]

19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Anwendung des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1259/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Festlegung von Gemeinschaftsregeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsvorschriften zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2529/2001 des Rates vom 19. Dezember 2001 über die gemeinsame Marktorganisation für Schaf- und Ziegenfleisch;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2550/2001 der Kommission vom 21. Dezember 2001 mit Durchführungsvorschriften für die Prämienregelung im Rahmen der Verordnung (EG) Nr. 2529/2001 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Schaf- und Ziegenfleisch hinsichtlich der Prämienregelung zur Abänderung der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 623/2002 vom 11. April 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 264/2002 der Kommission vom 13. Februar 2002 mit Übergangsmaßnahmen für die Anwendung der Prämienregelungen im Sektor Schaf- und Ziegenfleisch;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Juli 1996 über die Identifizierung und die Registrierung von Schafen, Ziegen und Hirschen, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 17. Juni 1997;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Maßnahmen bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger zu ergreifen und so den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 in ihrer abgeänderten Fassung und der neuen Verordnungen (EG) Nr. 2419/2001, Nr. 2529/2001, Nr. 2550/2001 und Nr. 264/2002 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass den Regionen seit dem 1. Januar 2002 die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Königlicher Erlass: der Königliche Erlass vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger;

2° Herde: alle Schafe, Ziegen und Hirsche, definiert in Artikel 1, § 2 des Königlichen Erlasses vom 2. Juli 1996 über die Identifizierung und die Registrierung von Schafen, Ziegen und Hirschen;

3° die Verwaltung:

— die «Verwaltung der Agrarproduktion»;

— ab dem 16. Oktober 2002 die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Unbeschadet der in Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 2529/2001 und in Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 2550/2001 angeführten Fälle kann ein Mutterschaf nicht für die Prämie berücksichtigt werden, wenn es bereits in dem Prämienantrag eines anderen Erzeugers angegeben worden ist. Damit dem Erzeuger die in dem vorliegenden Erlass angeführten Prämien gewährt werden können, müssen alle Schafe seines Betriebs gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 2. Juli 1996 über die Identifizierung und die Registrierung von Schafen, Ziegen und Hirschen identifiziert und registriert worden sein.

Der in Artikel 11 der Verordnung (EG) Nr. 2529/2001 und in Artikel 2, § 2 und § 3 des Königlichen Erlasses angeführte Ergänzungsbetrag wird auf € 1 festgelegt.

Art. 3 - Der Prozentsatz, um den der Richtwert der Prämienansprüche der Erzeuger zu Beginn des Wirtschaftsjahres 2002 wie in Artikel 3, § 1 des Königlichen Erlasses vorgesehen verringert wird, wird auf 0 % festgelegt.

Der in Artikel 3, § 3 des Königlichen Erlasses vorgesehene Mindestprozentsatz wird auf 70 % festgelegt. Außer in ordnungsgemäß gerechtfertigten Ausnahmefällen sind nur jene Ansprüche, für die eine Prämie gezahlt wird, als verwendete Ansprüche zu werten.

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 3, § 2 des Königlichen Erlasses werden die Prämienansprüche aus der nationalen Reserve auf ihren Antrag jenen Erzeugern zugeteilt, die einen Antrag für den Erhalt der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger stellen und folgende Bedingungen erfüllen:

1° Der Erzeuger verfügt über wenigstens zehn Prämienansprüche für das betreffende Wirtschaftsjahr;

2° und hält in seinem Betrieb ständig eine Anzahl Mutterschafe, die höher ist als die Anzahl Prämienansprüche, über die er zu Beginn des Wirtschaftsjahres verfügt.

Die Prämienansprüche aus der nationale Reserve werden auf der Grundlage des durch den Erzeuger eingereichten Antrags auf Erhöhung seiner Prämienansprüche zugeteilt. Der Antrag ist auf die Anzahl der in dem Prämienantrag angegebenen und förderfähigen Mutterschafe begrenzt, die sich zudem am Datum, an dem der Prämienantrag gestellt wird, und über den in Artikel 2, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 2550/2001 angeführten Haltungszeitraum hinweg im Betrieb befinden müssen.

Die Prämienansprüche aus der nationalen Reserve werden den Erzeugern im Rahmen ihres Antrags auf Erhöhung ihrer Prämienansprüche gewährt. Sind in dieser Reserve keine Ansprüche mehr verfügbar, werden diese im Verhältnis zu ihrem Antrag vergeben.

Um in den Genuss einer Erhöhung seiner Prämienansprüche durch in der nationalen Reserve verfügbare Ansprüche zu gelangen, hat der Erzeuger die betreffenden Felder in seinem Antrag auf die Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger anzukreuzen.

Art. 5 - In Anwendung von Artikel 4, § 2 des Königlichen Erlasses wird der Prozentsatz der zu übertragenden Ansprüche, der für die nationale Reserve berücksichtigt wird, auf 1 % festgelegt mit einem Minimum von einem Prämienanspruch.

Art. 6 - Unbeschadet der in den Artikeln 10 und 11 der Verordnung (EG) Nr. 2550/2001 angeführten Fälle kann ein Erzeuger unter folgenden Bedingungen seine Prämienansprüche auf einen anderen Erzeuger übertragen.

1° die Mindestanzahl, die übertragen werden kann, beträgt einen Prämienanspruch. Außer wenn alle Prämienansprüche übertragen werden, muss der übertragende Erzeuger wenigstens zehn Ansprüche behalten;

2° der übernehmende Erzeuger muss nach der Übertragung wenigstens zehn Prämienansprüche besitzen;

3° der gesamte Betrieb des übernehmenden Erzeugers muss in derselben Zone gelegen sein wie die Produktionseinheit, in der die Mutterschafe gehalten wurden, für die die in Artikel 3, § 1 des Königlichen Erlasses angeführten Prämienansprüche gewährt wurden.

Die Anträge zur Übertragung von Prämienansprüchen sind anhand eines offiziellen Formulars, das bei der zuständigen lokalen Außendienststelle der Verwaltung erhältlich ist, einzureichen.

Diese Anträge sind dieser Dienststelle zwischen dem 1. und dem 31. Oktober des betreffenden Jahres entweder per Einschreibebrief zuzustellen, oder aber gegen eine Empfangsbescheinigung dort abzugeben. Das Datum des Poststempels auf dem Umschlag oder das Datum der Empfangsbescheinigung wird als Datum des Einreichens des Antrags berücksichtigt. Der übertragende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger haben das Formular gemeinsam zu unterzeichnen.

Der Erzeuger ist nicht berechtigt, Prämienansprüche, die er nicht selbst zu verwenden beabsichtigt, zeitweilig an andere Erzeuger abzutreten.

Art. 7 - Um in den Genuss der Prämie zu gelangen, muss der Erzeuger während des Zeitraums zwischen dem 15. Dezember des Jahres vor dem Jahr des laufenden Wirtschaftsjahres und dem 15. Januar des betreffenden Wirtschaftsjahres einen Prämienantrag anhand eines offiziellen Formulars stellen. Dieses Formular wird jedem Erzeuger, der über Prämienansprüche verfügt, von Amts wegen übermittelt.

Der in Absatz 1 angeführte Erzeuger, der kein Formular erhalten hat, muss bei der zuständigen lokalen Außendienststelle der Verwaltung eine Kopie beantragen. Pro Betrieb und Jahr ist ein einziger Antrag zulässig.

Das Antragsformular wird dem Erzeuger in doppelter Ausführung zugestellt. Die Kopie ist für den Erzeuger bestimmt. Das Original ist ordnungsgemäß auszufüllen, zu unterzeichnen und entweder der zuständigen lokalen Außendienststelle der Verwaltung per Einschreibebrief zuzustellen, oder aber gegen eine Empfangsbescheinigung dort abzugeben. Das Datum des Poststempels auf dem Umschlag oder das Datum der Empfangsbescheinigung wird als Datum des Einreichens des Antrags berücksichtigt.

Die Mindestanzahl Tiere, für die ein Prämienantrag eingereicht werden kann, wird auf zehn festgelegt.

Während des Haltungszeitraums ist der Antragsteller verpflichtet, der zuständigen Dienststelle der Verwaltung schriftlich und innerhalb von zehn Arbeitstagen nach dem Zeitpunkt des eingetretenen Ereignisses jede Verringerung des der im Antrag angegebenen Schafbestandes, der auf natürliche Umstände im Leben des Bestandes im Sinne von Artikel 41 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 oder auf Fälle höherer Gewalt zurückzuführen ist, mitzuteilen. Jede Verringerung oder jede Ersetzung muss belegt werden.

Der Erzeuger, der Schafmilch oder Schafmilcherzeugnisse vermarktet, muss dies gemäß Artikel 2, § 1 der Verordnung (EG) 2550/2001 angeben, indem er in seinem Antragsformular die entsprechenden Felder ausfüllt.

Wenn sich mehr als 50 % der landwirtschaftlich genutzten Betriebsfläche in einer in Artikel 1 des Königlichen Erlasses definierten Zone I befinden, muss der Erzeuger, der ein Anrecht auf die in Artikel 5 der Verordnung (EG) Nr. 2529/2001 angeführte Zusatzprämie für Erzeuger in benachteiligten Gebieten hat, die entsprechenden Felder in seinem Antragsformular ausfüllen.

Art. 8 - Um in den Genuss der in Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr. 2550/2001 angeführten Zusatzprämie für das benachteiligte Gebiet zu gelangen, muss der Erzeuger, dessen Betrieb teilweise oder vollständig in der Zone I gelegen ist, jährlich eine Flächenerklärung gemäß dem Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 bezüglich der Einführung einer Beihilferegelung zugunsten der Erzeuger bestimmter Kulturen einzureichen, in der alle Parzellen seines Betriebs angegeben werden.

Der Erzeuger, dessen Betrieb in der Zone II gelegen ist, ist gemäß Artikel 4, § 5 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 nicht verpflichtet, einen Beihilfeantrag für Flächen einzureichen, wenn er lediglich die Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger beantragt.

Art. 9 - Für die Überprüfung der in Artikel 1, Punkt 1 des Königlichen Erlasses angeführten Bedingungen können die Daten der jährlich im Mai angeführten landwirtschaftlichen Erhebung verwendet werden.

Art. 10 - Die Zahlung wird jenen Erzeugern verweigert, die künstlich die Voraussetzungen geschaffen haben, um eine der in dem vorliegenden Erlass angeführten Prämien zu erhalten.

Art. 11 - Die Überwachung der Einhaltung der an die in dem vorliegenden Erlass angeführten Beihilferegelung gebundenen Verpflichtungen durch den Erzeuger wird durch die Beamten der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region gewährleistet.

Art. 12 - Die Verwaltung wird mit der Zahlung der Prämien und der Eintreibung der ungeschuldet gezahlten Prämien beauftragt.

Art. 13 - Wird ein im Anschluss an die Missachtung der Verpflichtung und/oder eine falsche Angabe des Erzeuger ungeschuldet gezahlter Betrag wieder zurückgefordert, so wird dieser Betrag um den gesetzlichen Zinssatz erhöht.

Ungeachtet der von ihr angewandten Beihilferegelung kann die Verwaltung im Falle einer ungeschuldet geleisteten Zahlung oder einer zusätzlichen Erhebung einen Ausgleich mit jeglichem im vorliegenden Erlass angeführten und dem Erzeuger geschuldeten Betrag durchführen.

Art. 14 - Unter Gefahr der Ablehnung muss die Klage gegen in Anwendung des Königlichen Erlasses und seiner Durchführungserlasse gefassten Beschlüsse unter Gefahr der Nichtigkeit durch einen Einschreibebrief an die Verwaltung innerhalb der Frist eines Monats nach der Mitteilung des Beschlusses eingereicht werden. Das Einreichen einer Klage hat keinerlei Einfluss auf die Aufhebung eines ggf. gestellten Antrags auf Rückerstattung der ungeschuldet gezahlten Beträge.

Art. 15 - Der Ministerialerlass vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger wird aufgehoben.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam und ist anwendbar auf die Prämienanträge für das Wirtschaftsjahr 2002 und die folgenden Jahre.

Art. 17 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 915

[2003/200249]

19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering houdende toepassing van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1259/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2529/2001 van 19 december 2001 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector schapen- en geitenvlees;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2550/2001 van de Commissie van 21 december 2001 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EG) nr. 2529/2001 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector schapen- en geitenvlees en tot wijziging van verordening (EG) nr. 2419/2001, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 623/2002 van 11 april 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 264/2002 van de Commissie van 13 februari 2002 tot vaststelling van overgangsmaatregelen voor de toepassing van de premierregelingen in de sector schapen- en geitenvlees;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juli 1996 betreffende de identificatie en de registratie van schapen, geiten en hertachtigen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juni 1997;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden in verband met het landbouwbeleid naar de Gewesten voor wat betreft in het bijzonder de toepassingswijze van de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld de maatregelen getroffen dienen te worden betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees, om de bepalingen na te leven van de verordening (EEG) nr. 3508/92 gewijzigd en van de nieuwe verordeningen (EG) nr. 2419/2001, nr. 2529/2001, nr. 2550/2001 en nr. 264/2002;

Overwegende dat de Gewesten vanaf 1 januari 2002 bevoegdheden zijn toegewezen op het vlak van landbouw;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Overwegende dat de continuïteit van de opdrachten van de openbare diensten gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichtingen opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er boetes zijn voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

2° beslag : het geheel van een aantal schapen, geiten of hertachtigen zoals omschreven in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 2 juli 1996 betreffende de identificatie en de registratie van schapen, geiten en hertachtigen;

3° het Bestuur :

— het Bestuur voor het landbouwproductiebeheer;

— vanaf 16 oktober 2002, de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. Onverminderd de gevallen bedoeld in artikel 3 van de verordening (EG) nr. 2529/2001 en in artikel 7 van de verordening (EG) nr. 2550/2001 kan een ooi niet in aanmerking genomen worden voor de premie als daar voor eenzelfde landbouwseizoen afgifte van is gedaan in een premieaanvraag door een andere producent.

Om de producent in aanmerking te laten komen voor de premies bedoeld in dit besluit, dienen alle schapen van zijn bedrijf geïdentificeerd en geregistreerd te worden overeenkomstig hetgeen bepaald is bij het koninklijk besluit van 2 juli 1996 betreffende de identificatie en de registratie van schapen, geiten en hertachtigen.

Het bijkomend bedrag per premie-eenheid zoals bedoeld in artikel 11 van de verordening (EG) nr. 2529/2001 en in artikel 2, § 2, en § 3, van het koninklijk besluit wordt vastgesteld op 1 EUR.

Art. 3. Het percentage waarmee de referentie van de rechten op de producentenpremie verminderd wordt bij aanvang van het landbouwseizoen 2002, zoals bepaald in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit, wordt vastgesteld op 0 %.

Het minimumpercentage, zoals bepaald in artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit, wordt vastgesteld op 70 %. Enkel de rechten waarvoor de premie betaald wordt, dienen als gebruikte rechten te worden beschouwd, behalve in uitzonderlijk en behoorlijk verantwoorde gevallen.

Art. 4. In toepassing van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit worden de rechten op de premie uit de nationale reserve op eigen aanvraag toegekend aan de producenten die een aanvraag indienen tot het bekomen van een premie ten behoeve van de producenten van schapenvlees en die aan volgende voorwaarden voldoen :

1° de producent moet beschikken over een minimum van tien rechten op de premie voor het betrokken landbouwseizoen;

2° en permanent op diens bedrijf een aantal ooiën houden dat hoger is dan het aantal rechten op de premie waarover hij bij aanvang van het landbouwseizoen beschikt.

De rechten uit de nationale reserve worden toegekend naar gelang van de door de producent ingediende aanvraag tot verhoging van de rechten op de premie. De aanvraag wordt beperkt tot het aantal ooiën waarvan afgifte is gedaan en die in aanmerking komen voor de premie in de premieaanvraag en die bovendien aanwezig zijn op het bedrijf op de datum waarop de premie is aangevraagd en tijdens de aanhoudingsperiode zoals bedoeld in artikel 2, § 3, van de verordening (EG) nr. 2550/2001.

De rechten uit de nationale reserve worden aan de producenten toegekend binnen de beperking van hun aanvraag tot verhoging van de rechten op de premie en, indien de nationale reserve uitgeput is, in verhouding tot hun aanvraag.

Om een verhoging te bekomen uit de nationale reserve van diens rechten op de premie, moet de producent de vakjes invullen die betrekking hebben op de premieaanvraag ten behoeve van de producenten van schapenvlees.

Art. 5. In toepassing van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit wordt het percentage van de over te dragen rechten dat voor de nationale reserve ingehouden is, op 1 % vastgesteld met een minimum van een ingehouden recht op de premie.

Art. 6. Onverminderd de gevallen bedoeld in artikel 10 en in artikel 11 van de verordening (EG) nr. 2550/2001 kan een producent zijn rechten op de premie overdragen aan een andere producent, tegen de volgende voorwaarden :

1° het minimumaantal dat voor overdracht in aanmerking komt, is één recht. Behalve indien alle rechten op de premie overgedragen worden, moet de producent die de rechten afstaat, er minimum tien behouden;

2° de producent die de rechten ontvangt, moet na de overdracht over minstens tien rechten op de premie beschikken;

3° het geheel van het bedrijf van de producent die de rechten ontvangt, moet in hetzelfde gebied liggen als de productie-eenheid waar de ooiën gehouden werden die aanleiding hebben gegeven tot de rechten op de premie bedoeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit.

De aanvragen tot de overdracht van rechten op de premie moeten worden ingediend via een officieel formulier dat verkrijgbaar is bij de bevoegde buurtendienst van het Bestuur. Zij moeten ofwel bij aangetekend schrijven aan die dienst worden gericht, ofwel tegen ontvangstbewijs bij die dienst afgegeven worden, tijdens de periode van 1 oktober tot en met 31 oktober van het betrokken jaar. Als datum waarop de indiening plaatsvindt, geldt de datum op de poststempel die op de enveloppe is aangebracht dan wel de datum van het ontvangstbewijs. Zowel de producent die de rechten afstaat als degene die de rechten ontvangt, moeten het formulier ondertekenen.

De producent kan tijdelijk de rechten op de premie die hij niet overweegt zelf te gebruiken, aan andere producenten afstaan.

Art. 7. Om voor de premie in aanmerking te komen, moet de producent een premieaanvraag indienen tijdens de periode van 15 december van het jaar dat aan het jaar van het lopende landbouwseizoen voorafgaat tot en met 15 januari van het betrokken landbouwseizoen, via een officieel formulier. Dat formulier wordt van ambtswege aan elke producent die over rechten op de premie beschikt, opgestuurd.

De producent bedoeld in het eerste lid die geen formulier gekregen heeft, kan een duplicaat verkrijgen bij de bevoegde buurtendienst van het Bestuur. Eén enkele aanvraag per bedrijf en per jaar wordt toegelaten.

Het aanvraagformulier wordt aan de producent overgemaakt in twee exemplaren. Het afschrift is voor de producent bestemd. Het origineel moet behoorlijk ingevuld en ondertekend worden en bij aangetekend schrijven ingediend worden bij de bevoegde buurtendienst van het Bestuur of er rechtstreeks worden afgegeven tegen ontvangstbewijs. Als datum waarop de indiening plaatsvindt, geldt de datum op de poststempel die op de enveloppe is aangebracht dan wel de datum van het ontvangstbewijs.

Het minimumaantal dieren waarvoor een premieaanvraag ingediend kan worden, wordt op tien vastgesteld.

Tijdens de aanhoudingsperiode moet de aanvrager elke vermindering van het aangegeven aantal schapen zonder vervanging ervan en die toegeschreven dient te worden ofwel aan het natuurlijke verloop in het leven van een beslag in de zin van artikel 41 van de verordening (EG) nr. 2419/2001 ofwel aan een geval van overmacht schriftelijk en binnen de tien werkdagen volgend op het voorvallen ervan, aan de bevoegde buurtendienst van het Bestuur meedelen. Elke vermindering dan wel vervanging dient door bewijsstukken te worden gestaafd.

De producent die schapenmelk of zuivelproducten op basis van schapenmelk in de handel brengt, moet daar melding van maken overeenkomstig artikel 2, § 1, van de verordening (EG) nr. 2550/2001, waarbij hij de gepaste vakjes op zijn aanvraagformulier dient in te vullen.

Indien meer dan 50 % van het bedrijfsareaal dat voor landbouwdoeleinden wordt gebruikt, zich in zone I bevindt als omschreven in artikel 1 van het koninklijk besluit, moet de producent die recht heeft op de bijkomende premie voor de producenten in probleemgebieden zoals bedoeld in artikel 5 van de verordening (EG) nr. 2526/2001, de betrokken vakjes invullen op zijn aanvraagformulier.

Art. 8. Om voor de bijkomende probleemgebiedpremie in aanmerking te komen, zoals bedoeld in artikel 4 van de verordening (EG) nr. 2550/2001, moet de producent wiens bedrijf gedeeltelijk of geheel in zone I gelegen is, jaarlijks een oppervlakteaangifte indienen zoals bedoeld in het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, waarin alle bedrijfspercelen vermeld dienen te worden.

De producent wiens bedrijf in zone II gelegen is, is overeenkomstig artikel 4, § 5, van de verordening (EG) nr. 2419/2001 niet verplicht om een areaalsteunaanvraag in te dienen als hij enkel de premie ten behoeve van de producenten van schapenvlees aanvraagt.

Art. 9. Om te onderzoeken of de voorwaarden bedoeld in artikel 1, punt 1, van het koninklijk besluit worden nageleefd, kan gebruik worden gemaakt van de gegevens van de jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei.

Art. 10. De betaling wordt geweigerd aan de producenten die op kunstmatige wijze de voorwaarden tot stand hebben gebracht om in aanmerking te komen voor één van de premies die in dit besluit zijn opgenomen.

Art. 11. De controle of de verplichtingen door de producent worden nageleefd met betrekking tot het stelsel dat in dit besluit is opgenomen, wordt verricht door de personeelsleden van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 12. Het Bestuur wordt belast met de betaling van de premies, evenals met de inning van de onverschuldigd betaalde premies.

Art. 13. Indien er een onverschuldigd bedrag is gestort wegens niet-nakoming van de verbintenissen en/of het indienen door de producent van een valse aangifte en indien dat bedrag teruggeïnd moet worden, wordt het onverschuldigde bedrag vermeerderd met een intrest tegen de wettelijke rentevoet.

Ongeacht de steunregeling die door het Bestuur wordt beheerd, kan het Bestuur indien er een onverschuldigd bedrag is gestort of indien er een bijkomende inhouding plaatsvindt, dat bedrag compenseren met elk in dit besluit bedoeld steunbedrag dat aan de producent verschuldigd is.

Art. 14. Op straffe van uitsluiting moet het beroep tegen de beslissingen die in toepassing van het koninklijk besluit en diens toepassingswijze zijn getroffen, op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven bij het Bestuur worden ingediend binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing. Het indienen van een beroep is van generlei invloed op de opschorting van een eventueel verzoek om terugbetaling van de onverschuldigd betaalde bedragen.

Art. 15. Het ministerieel besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van de producenten van schapenvlees, wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002 en is van toepassing op de premieaanvragen die zijn ingediend voor de landbouwseizoenen 2002 en volgende.

Art. 17. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART